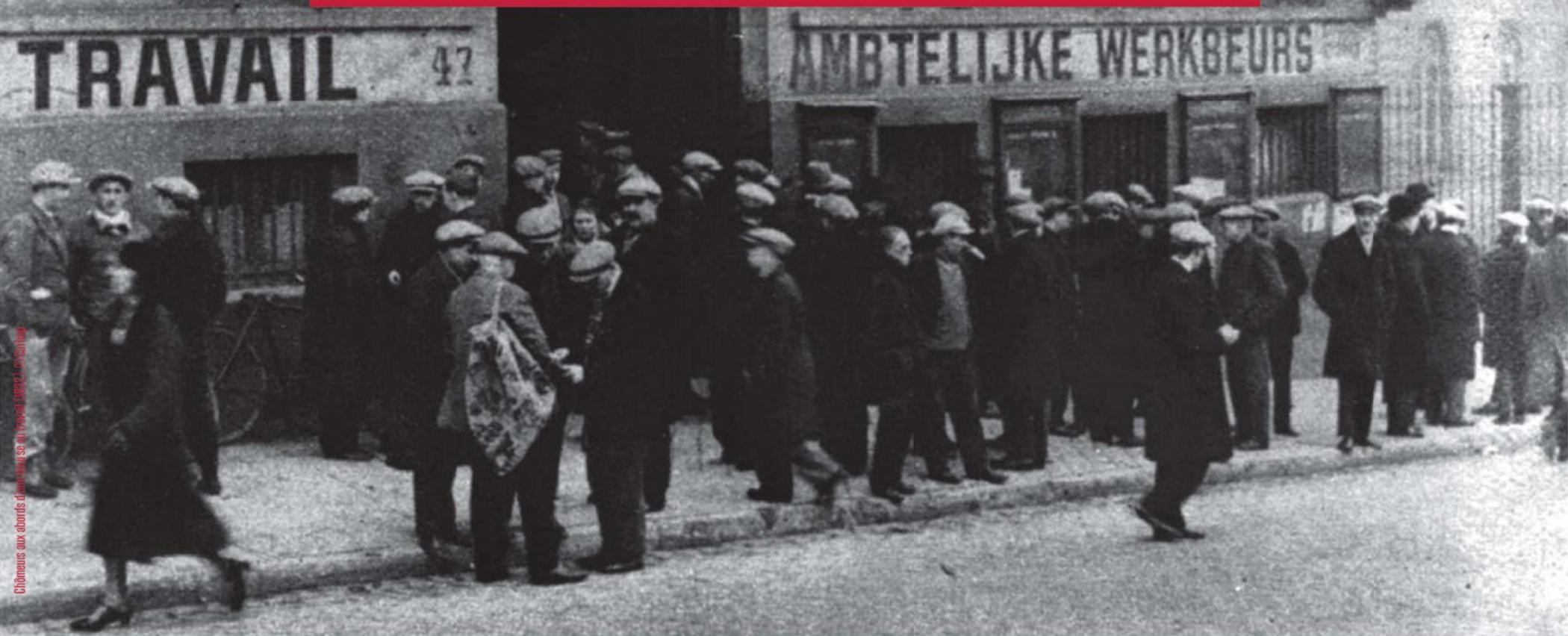


L'ÉMANCIPATION

Chaque mois, un événement de l'histoire sociale

PASSÉ
PRÉSENT
FUTUR



OCTOBRE 1929 - KRACH DE WALL STREET

Les cours de la bourse de *Wall Street* (New-York) n'avaient cessé de grimper depuis plusieurs années lorsque tout s'effondre brusquement en octobre 1929. Beaucoup se retrouvent ruinés du jour au lendemain et, rapidement, les économies capitalistes du monde entier sont précipitées dans la crise.

L'ÉMANCIPATION UN MENSUEL SOCIAL

L'Émancipation revient, chaque mois, sur un événement de l'histoire sociale, en alliant textes de vulgarisation, reproductions d'archives et illustrations.

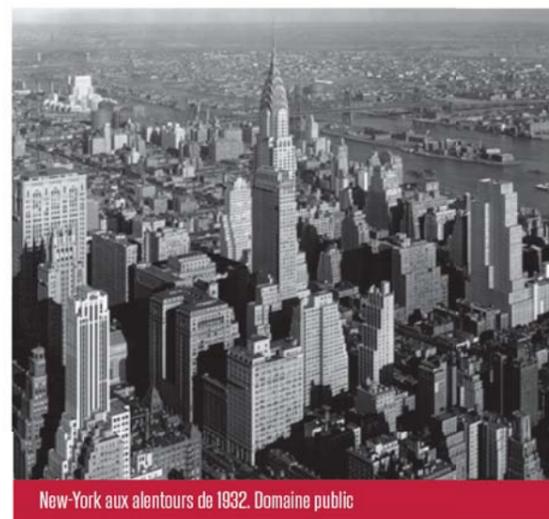
Réel prolongement de l'exposition *En lutte. Histoires d'émancipation*, il ne s'agit pas seulement de faire revivre le passé mais bien d'inscrire les combats pour les acquis sociaux dans le temps, selon un mode d'articulation passé, présent et futur.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE DES ANNÉES 1920

Durant les années 1920, la prospérité semble générale et durable. Économiquement, les États-Unis sont sortis renforcés de la Première guerre mondiale, à l'inverse des pays européens. La productivité industrielle s'accroît, les exportations dépassent les importations et le pays devient le plus grand créancier du monde. Dans le même temps, l'électricité, l'automobile, le téléphone et les gratte-ciel modifient en profondeur le quotidien de la société américaine, en majorité persuadée d'être entrée dans une époque d'abondance sans limite.

Ce boom économique cache toutefois certaines réalités comme les difficultés du monde agricole et la stagnation des salaires, par exemple. Les crédits à la consommation, autre nouveauté de la décennie, maintiennent l'illusion d'un pouvoir d'achat illimité et entraînent de nombreux ménages à contracter des emprunts pour acquérir les innovations contemporaines (appareils ménagers, voitures, etc.). Mais pas seulement... Beaucoup investissent dans la bourse et les cours montent. De grosses fortunes se créent sans effort: en pleine euphorie et avec l'accès aux crédits facilité, les plus petits porteurs achètent des actions sans fonds disponible, en attendant la montée des cours pour les payer.

Ce contexte de croissance encourage les spéculations à la hausse quant aux cours des transactions boursières.



New-York aux alentours de 1932. Domaine public

D'autant qu'à l'époque, seul l'indice Dow Jones sert de repère pour évaluer l'état de l'économie... Or, il ne représente que le prix moyen en bourse de trente grosses compagnies et, en outre, il ne tient pas compte que les investissements proviennent, en réalité, de l'argent emprunté. Dès lors, les chiffres et les courbes semblent très encourageants.

JEUDI ET MARDI NOIRS

« Les actions poussées à la baisse par une vague de vente qui inonde le marché »

Titre du *New York Times* (20/10/1929)

Dans ce contexte, la spéculation (parier sur une revente future à un prix plus élevé, espérant des profits importants quasi immédiats) va bon train. L'optimisme ne dure pourtant pas : conscients que leurs titres sont surévalués par rapport à leur valeur dans l'économie réelle, les spéculateurs s'inquiètent et un mouvement de revente s'amorce. En octobre 1929, les cours s'effondrent subitement : les spéculateurs de la bourse de New-York se débarrassent de toutes leurs actions sur le marché. L'euphorie laisse place à la panique !

Une spirale infernale s'emballa : les créanciers exigent d'être remboursés, les débi-



Rassemblement sur *Wall Street* après le krach de 1929. Domaine public

teurs doivent vendre pour honorer leur dette mais toutes ces ventes font chuter les prix, rendant compliqué, voire impossible le remboursement, ce qui les entraîne dans un cercle sans fin...

Ce jeudi 24 octobre 1929, dès midi, presque treize millions d'actions ont été cédés et les petits porteurs paniquent. Six banques rachètent pour 240 millions de dollars d'actions, espérant freiner, voire éviter, la chute vertigineuse qui s'était enclenchée.

Pendant cinq jours, cette décision permet une amélioration de la situation. Amélioration de courte durée puisque seize millions d'actions sont à nouveau liquidés le mardi suivant, jour connu sous le nom de « mardi noir ». Même celles proposées à des prix dérisoires ne trouvent pas d'acquéreurs.



Manifestation d'épargnants devant la Banque des États-Unis après sa faillite (1931). Domaine public

Le krach dure vingt-deux jours, soit la plus longue crise boursière de l'histoire. En ce qu'ils révèlent un retournement de la croissance, ces événements marquent le commencement de la période dite de la Grande Dépression.

« Nous nous sommes engagés dans une pagaille colossale, en nous heurtant au contrôle d'une machine délicate, dont nous ne comprenons pas le fonctionnement. »

John M. Keynes (1930)

RÉACTIONS FACE À LA CRISE

« [La dépression] va purger la pourriture du système... les gens travailleront plus dur, mèneront une vie plus morale »

Andrew Mellon, Secrétaire d'état au Trésor de 1921 à 1932

Pendant les premières années, le président Hoover et son équipe (se) persuadent que la prospérité va revenir : cette crise n'est qu'une mauvaise passe et le marché va se réguler naturellement, si la population y met du sien. Franklin D. Roosevelt arrive au pouvoir après quatre années de récession aux effets désastreux pour le peuple américain. Il lance un programme connu sous le nom de *New Deal* (Nouvelle donne), qui consiste à laisser le secteur privé fonctionner plus ou moins librement tout en développant de nouvelles institutions visant à pallier les problèmes prévisibles. Il lance des travaux de grande envergure et, ce faisant notamment, l'État devient pourvoyeur d'emplois ou, à défaut, il organise les assurances chômage, pension et incapacité. Le plan prévoit aussi une réglementation de la finance, pour modérer la spéculation et contrer les fraudes, notamment, si bien que pendant quarante ans, aucun krach majeur n'a lieu.

Dans le même temps, la Dépression et ses conséquences violentes stimulent la lutte ouvrière : face aux licenciements massifs et à la dégradation des conditions de vie et de travail, les travailleurs se syndicalisent et de nouvelles méthodes de revendication apparaissent, comme les occupations d'usine à General Motors par exemple. La journée des 8 heures ou encore le paiement des heures supplémentaires sont généralisés. Toutes les mesures envisagées par le gouvernement nécessitent des fonds mais le pays, frappé par la crise économique, en manque dès le départ... Ce flot de dépense déficitaire n'est que temporaire pour F. D. Roosevelt qui, dès l'essor économique retrouvé en 1936, se met à le réduire, comptant, à tort, sur le secteur privé pour prendre le relai, en matière d'emploi entre autres. Le pays plonge alors à nouveau dans la crise jusqu'à la Seconde guerre mondiale.



Signature de la loi sur la sécurité sociale par F. D. Roosevelt, dans le cadre du *New Deal* (14/08/1935). Domaine public

UNE LONGUE CRISE AUX CONSÉQUENCES IMMÉDIATES

La violence de la crise porte directement à conséquence, non seulement dans le monde de la finance (des dizaines de banquiers et traders se suicident; ceux qui avaient acheté des actions à terme sont contraints de vendre tous leurs biens; une banque sur quatre ferme ses portes) mais aussi pour tous ceux qui dépendaient de prêts pour leur vie professionnelle ou quotidienne: près de 80 000 entreprises déposent le bilan; le commerce extérieur s'arrête; le nombre de chômeurs grimpe en flèche (Henri Ford licencie, par exemple, 75 % de ses employés); le taux de consommation baisse de manière fulgurante; les occupants de maisons achetées à crédit sont mis à la porte; le revenu national des États-Unis chute de moitié.

Pour se sortir de la misère dans laquelle elle est plongée, la population ne peut compter que sur la charité.



Migrant Mother, 1936 - Photo réalisée par Dorothea Lange et emblématique des paysans itinérants de la Grande dépression. Domaine public

KEYNES ET LA DÉPENSE DÉFICITAIRE

Selon Keynes, les choix posés de 1933 à 1936, consistant à oser augmenter les dépenses pour vaincre le cycle économique récessif, sont tout à fait adéquats, à ceci près qu'ils n'ont pas été poussés assez loin. F.D. Roosevelt aurait dû poursuivre sa politique et déboursé davantage. Keynes avance en effet qu'en cas de récession, il faut accroître les dépenses déficitaires et, lors d'un boom, imposer davantage et dépenser plus modérément de sorte à renflouer le trésor public et limiter l'euphorie causée par la croissance. Il recommande même un déficit de plein emploi, ce qui revient à sou-

haiter un niveau de dépense qui causerait un déficit, même si toute la population travaillait et payait ses impôts.



John Maynard Keynes. © ??????????????????

LA BELGIQUE EN CRISE

La crise, qui démarre aux États-Unis en 1929, touche sans tarder les autres pays industrialisés pour ne les quitter durablement qu'après 1945.

L'Europe en fait les frais également, comme en témoigne le *Chant des chômeurs* de la chorale française menée par Pierre Jamet en 1933.

Le Chant des chômeurs (1933)

Ils nous ont chassés des usines,
Des bureaux, des magasins,
Et quand nos ventres crient famine
Ou qu'la colère crispe nos poings
C'est avec des gourdins qu'les bourgeois
Calm'nt notre faim.
Allons les gars qu'on en termine
Avec leurs bobards patelins!
C'est tout d'suite et non pas demain
Qu'il nous faut du travail et du pain!

Du travail et du pain

C'est notre cri de guerre

Assez! Assez! Assez de la misère

Comme éternel copain

Du travail et du pain! Des bourgeois font
bonn'chair

Chez nous les vieux, les femm's, les goss's ont
faim

Nos femm's, nos goss's ont faim

Du travail et du pain!

Exigeons, arrachons du travail et du pain

Du travail et du pain!

[...]

Nous avons faim le blé abonde

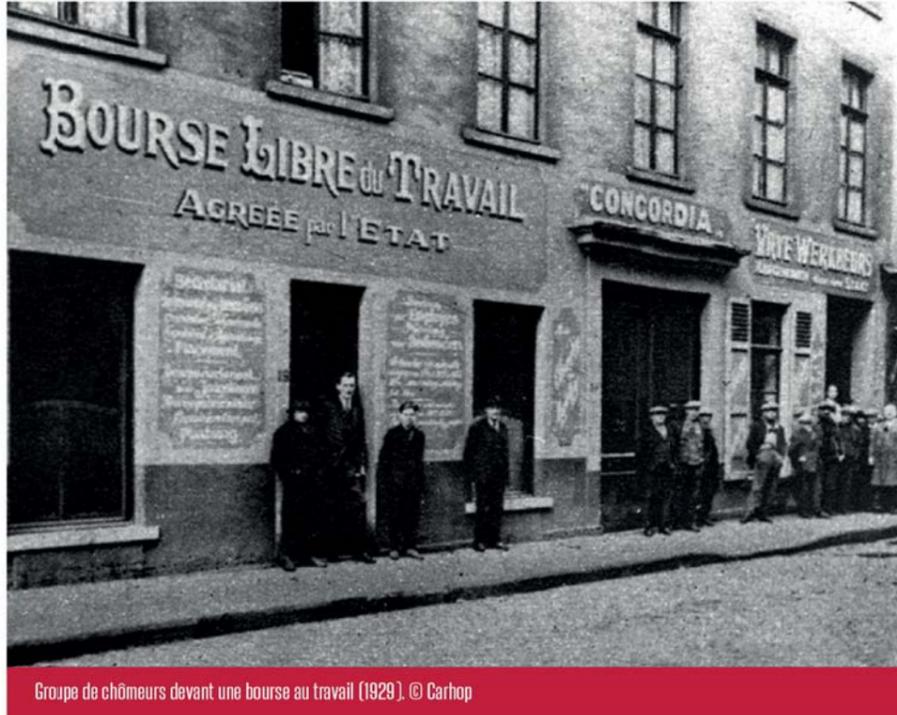
Nos maîtres préfèrent les brûler

Nous avons froid, l'charbon s'entasse

Sur le carreau des puits désertés. [...]

Au sein du continent, la Belgique n'échappe pas à la crise qui se répand.

Pourtant, après la Première guerre mondiale et l'obtention du suffrage universel grâce aux multiples grèves générales, la Belgique se relève et commence, progressivement, à envisager la construction d'un système de protection sociale. Des avancées en la matière apparaissent sous l'impulsion des mouve-



Groupe de chômeurs devant une bourse au travail (1929). © Carhop

ments ouvriers organisés. 1929 marque un arrêt, voire un recul dans ce processus. Les cours s'effondrent à la Bourse de Bruxelles et, comme aux États-Unis, les gouvernements successifs s'obstinent à croire que la crise se réglera d'elle-même, ou presque. Pour maintenir le système monétaire à tout prix, ils mènent alors une politique de réduction budgétaire entraînant la restriction de conquêtes sociales fraîchement établies. Dévaluation et réduction des salaires frappent les Belges. En outre, les banques limitent les octrois de crédits, l'exportation chute, les prix s'écroulent, la production régresse et les usines ferment... Des milliers d'ouvriers se retrouvent sans emploi, et donc sans revenu, réduits à faire la file devant les soupes populaires. Les conditions de vie des travailleurs se détériorent et beaucoup plongent à nouveau dans une situation de misère et de dénuement profond, digne d'une époque qui semblait à jamais révolue.



Conséquences de la crise en Belgique et réaction du P.O.B. (1931). © IEV

NEW DEAL À LA BELGE

Face à la crise qui ne faiblit pas, une alternative à la politique du gouvernement en place est proposée par le Parti Ouvrier Belge: le Plan du Travail ou Plan De Man, du nom de son auteur. Il est loin d'être plébiscité par l'ensemble de la classe politique et n'aboutit pas. Un changement de cap survient néanmoins au milieu des années 1930. À partir de 1933 en effet, le *New Deal* américain représente une nouvelle manière de concevoir les rapports entre l'État et l'économie. L'interventionnisme et la relance de la demande semblent porter leurs fruits, davantage que la rigueur drastique pratiquée jusqu'alors. Cette politique séduit certains

Belges, dont l'économiste Paul Van Zeeland. Celui-ci forme, en 1934, un gouvernement d'Union nationale, résolu à combattre cette crise par la rénovation économique du pays. Il commence par dévaluer le franc pour espérer relancer les exportations, s'engage dans des travaux publics, créateurs d'emploi et met en place des instruments de supervision du secteur bancaire. Ces quelques mesures, parmi d'autres, contribue à la relance économique et ouvre la voie aux politiques qui développeront un réel système national de protection sociale au sortir de la Seconde guerre mondiale.

UN ÉVÉNEMENT SYMPTOMATIQUE : LA GRÈVE DE 1932

Suite à la crise, la pression sur l'emploi et les salaires, qu'exerce le patronat au nom de la compétitivité avec les entreprises étrangères, débouche sur divers conflits, dont le plus important sera la grève des mineurs démarrée dans le Borinage en 1932, secteur particulièrement touché par la récession. Les travailleurs acculés par la misère expriment de manière insurrectionnelle leur colère et leur désespoir. « Ainsi en moins de 2 ans, les salaires des ouvriers mineurs se sont trouvés diminués de plus d'un tiers. Encore cela n'est-il vrai que pour les ouvriers (devenus de moins en moins nombreux) qui peuvent travailler tous les jours. Les autres, c'est le plus grand nombre, subissent une perte

supplémentaire de 16,5 % s'ils ne travaillent que cinq jours par semaine et une perte supplémentaire de 50 % s'ils ne travaillent que trois jours par semaine. » *Journal de Charleroi*, 29 mai 1932, p.2



Manifestation à Charleroi (1932) © IEV



Plan du travail ou Plan De Man. © IHOES

D'HIER À AUJOURD'HUI

1929 n'est ni la première ni la dernière crise du capitalisme que la population a dû subir. En Belgique, depuis les années 1950 et sans entrer dans les détails, le système reposant sur la quête de la croissance a vacillé à cinq reprises, en 1958 (-0.5 %), en 1975 (-1.9 %), en 1981 (-0.3 %), en 1993 (-1 %) et en 2009 (-3 %) suite à des contextes internationaux difficiles. À chaque fois, des signes annonciateurs ont existé et ont été minimisés ou ignorés. Le krach de 2008 est survenu après de nombreux avertissements et a remporté le titre de « plus longue crise boursière » depuis les années 1930. Bien sûr, une différence majeure, parmi d'autres, porte particulièrement à conséquence à notre époque: l'ampleur et la nature des échanges mondialisés (qu'il s'agisse de capitaux, de biens ou de travailleurs) implique une interdépendance économique accrue et les effets d'une crise se voient plus rapidement répercutés sur l'ensemble des populations du monde, de manière profonde et violente.

Entre 1929 et la situation actuelle, les parallélismes s'effectuent aisément. Brossée à larges traits, la crise des subprimes de 2007-2008 rappelle en effet étrangement les mêmes réalités que celles énoncées dans la citation ci-contre de F. D. Roosevelt: les banquiers spéculateurs, les prêts insensés, etc. Les politiques immédiatement menées pour contrer ces crises consistent principalement à réduire les dépenses. Pourtant, ces mesures austéritaires ne fournissent aucun résultat probant pour la situation de la population, pas plus qu'elles n'en ont engendré par le passé. La récent krach constitue la démonstration de l'impasse dans laquelle se trouve le capitalisme financier, une nouvelle fois: comme en 1929, une économie basée sur la concurrence, le profit de quelques-uns au mépris de tous les autres et de tous les indices de faillite à venir s'est soldée par une période de crise profonde et violente qui a vu l'emporter la logique des bénéfices privatisés et des pertes socialisées*. Les inégalités s'accroissent à nouveau, comme la misère. Plusieurs modèles alternatifs émergent pour dépasser progressivement cet ordre économique générateur de crises: réguler les marchés financiers, légiférer et taxer les transactions financières** sont, par ailleurs,

« Certains de nos banquiers se sont montrés soit incompetents, soit malhonnêtes dans l'emploi des fonds des gens. Ils ont utilisé l'argent qui leur avait été confié à la spéculation et dans des prêts déraisonnables. »

Andrew Franklin D. Roosevelt le 4/03/1933,
cité par Dély, R. et alii, *Les Années 30 sont de retour. Petite leçon d'histoire pour comprendre le présent*, Flammarion, 2014.

autant de mesures pratiques que les citoyens peuvent exiger du pouvoir politique, pour que les États empêchent de nouvelles crises, promeuvent la coopération et la solidarité au lieu de la concurrence et permettent à chacun de jouir de droits économiques et sociaux décents. La crise actuelle du capitalisme néolibéral constitue peut-être une réelle opportunité de voir la société se transformer. Elle pose question et met en débat le modèle qui est le nôtre depuis des décennies: qu'en ferons-nous?

* Un exemple frappant, parmi d'autres, est General Motors qui « commença à perdre de l'argent en 2005 mais paya des dividendes aux actionnaires jusque tard en 2008. Puis ce furent les contribuables qui durent renflouer GM. », M. Goodwin, *Economix*, 2013, Éditions des Arènes (Paris).
** Avant d'être abandonnés progressivement, le Glass-Steagall Act aux États-Unis (1933) et, en Belgique, l'Arrêté Royal du 9/07/1935 imposaient de scinder les banques selon leurs activités. Aujourd'hui, nous fonctionnons donc avec des banques mixtes, dites aussi « universelles », en ce qu'elles combinent des activités de dépôts (le métier de base: recevoir des dépôts et accorder des prêts) et des activités d'affaires, d'investissements (en lien avec les marchés financiers). La question de la spécialisation des banques est d'actualité depuis la crise de 2008 puisque cette scission entre les facettes du métier bancaire permettrait, selon certains, de réduire considérablement les risques de krach ainsi que leurs effets sur les citoyens lambda.



À l'intérieur de la Bourse de New York (New York Stock Exchange ou Wall Street) six mois après le krach d'octobre 1929. Domaine public



À l'intérieur de la Bourse de New York (New York Stock Exchange ou Wall Street) le 15/08/2008. Domaine public



Trois manifestants au sein du mouvement Occupy Wall Street (18/09/2011). © David Shankbone

Une publication de l'asbl Centre d'Action Laïque de la Province de Liège

Éditeur responsable : Robert MOOR, Président
Bd de la Sauvenière 33-35 - 4000 LIEGE
Tél. : 04/232 70 40 - Fax : 04/222 27 74
Courriel : info@calliege.be
Site : www.calliege.be

L'asbl Centre d'Action Laïque de la Province de Liège remercie l'ensemble des collaborateurs qui ont contribué à cette réalisation, ainsi que, Raymond Vervinck (impression) et Thomas Jungblut (graphisme).

Pour tous renseignements : Service Solidarité
Audrey Taets, Coordinatrice - Tél. : 04 232 70 58
Malika Blach, déléguée - Tél. : 04 250 99 57
Courriel : solidarite@calliege.be

